



## PROJET DE MARCHÉ N°AOO-B25-03461-CB

### ENTRE

**LE COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE ET AUX ENERGIES ALTERNATIVES**, établissement public de recherche à caractère scientifique technique et industriel,

dont le siège social est situé Bâtiment Le Ponant D - 25 rue Leblanc à Paris 15<sup>ème</sup>,  
immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro R.C.S  
PARIS B 775 685 019

représenté par Monsieur François LEGALLAND, agissant en qualité de Directeur du  
CEA Grenoble,

ci-après dénommé « **le CEA** »

d'une part,

### ET

**La société** [REDACTED],

dont le siège social est situé [REDACTED],

immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de [REDACTED]

sous le numéro R.C.S [REDACTED],

représentée par Madame/ Monsieur [REDACTED], agissant en qualité  
de [REDACTED],

**Ou**

**Le groupement conjoint/solidaire constitué des sociétés suivantes :**

**La société** [REDACTED], mandataire solidaire  
du Groupement,

dont le siège social est situé [REDACTED],

immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de [REDACTED],

sous le numéro R.C.S [REDACTED],

représentée par [REDACTED],

agissant en qualité de [REDACTED],

**La société** [REDACTED],

dont le siège social est situé [REDACTED],

immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de [REDACTED],

sous le numéro R.C.S [REDACTED],

représentée par [REDACTED],

agissant en qualité de \_\_\_\_\_,

**La société** \_\_\_\_\_ mandataire solidaire  
du Groupement,  
dont le siège social est situé \_\_\_\_\_,  
immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de \_\_\_\_\_,  
sous le numéro R.C.S \_\_\_\_\_,  
représentée par \_\_\_\_\_,  
agissant en qualité de \_\_\_\_\_,

**[A compléter par le soumissionnaire]**

ci-après dénommée « **le Titulaire** »

**d'autre part,**

**Il a été convenu et arrêté ce qui suit :**

## SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET	4
ARTICLE 2 - DOCUMENTS CONTRACTUELS	4
ARTICLE 3 - CORRESPONDANTS	4
ARTICLE 4 - DUREE	5
ARTICLE 5 - ETENDUE DE LA MISSION	6
ARTICLE 6 - CONDITIONS D'EXECUTION	7
ARTICLE 7 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE	8
ARTICLE 8 - DISPOSITIONS RELATIVES A L'EXECUTION DU MARCHE	9
ARTICLE 9 - LIVRABLES	10
ARTICLE 10 - DROITS DE PROPRIETE	11
ARTICLE 11 - RECEPTION DES PRESTATIONS	11
ARTICLE 12 - ASSURANCES	12
ARTICLE 13 - MONTANT	12
ARTICLE 14 - REVISION DES PRIX	13
ARTICLE 15 - PENALITES	14
ARTICLE 16 - FACTURATION- REGLEMENT	15
ARTICLE 17 - REGIME FISCAL	17
ARTICLE 18 - JURIDICTION COMPETENTE [SI FOURNISSEUR FR]	17
ARTICLE 19 - LOI APPLICABLE ET JURIDICTION COMPETENTE [SI FOURNISSEUR ETRANGER]	17
ARTICLE 20 - CONCLUSION DU MARCHE	17

## **ARTICLE 1 - OBJET**

Le présent marché a pour objet de fixer les conditions selon lesquelles le CEA confie au Titulaire, qui accepte, la réalisation d'une **mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage relative au suivi d'exécution du contrat de concession concernant l'exploitation des Dispositifs de Fonctionnement Technique ayant pour objet la fourniture de fluides énergétiques et process ainsi que le traitement des effluents**, ci-après dénommées « les Prestations ».

Les Prestations du marché relèvent d'une obligation de résultat.

## **ARTICLE 2 - DOCUMENTS CONTRACTUELS**

**2.1** - Dans la mesure où leurs dispositions ne sont pas contraires à celles du présent marché et de ses annexes lesquelles prévalent, les documents ci-après sont applicables par ordre de priorité décroissante :

- les prescriptions de Sécurité et leurs annexes (référentiels correspondants) ;
- le dossier de consultation référencé AOO-B25-03641-CB avec, faisant partie intégrante, les prescriptions techniques du marché et leurs annexes (le cahier des charges référencé DG/CEAGRE/DIR/CDC/AMODFT en date du 14/11/2025, etc.) ;
- les règles applicables aux Entreprises Extérieures (Titulaires ou sous-traitants de marchés), indice A et le règlement intérieur ;
- les Conditions Générales d'Achat (CGA) du CEA (édition de janvier 2022) ;
- le Cahier des Clauses Sociales Particulières (C2SP) ;
- les documents normatifs (normes, documents techniques unifiés, etc.) ;
- l'offre du Titulaire référencée [REDACTED] du [REDACTED] à titre supplétif.

**[A compléter par le soumissionnaire]**

Le Titulaire reconnaît expressément avoir pris connaissance et accepté les documents ci-dessus. Les conditions générales de vente du Titulaire, hormis celles issues de dispositions légales impératives, sont inopposables quelle qu'en soit la forme.

**2.2** - Les annexes ci-après font partie intégrante du marché :

- Annexe n°1 : Demande d'acceptation d'un sous-traitant ;
- Annexe n°2 : Bordereau de prix unitaires ;
- Annexe n°3 : Fiche de Prestations sur Devis Préalable (FPDP).

## **ARTICLE 3 - CORRESPONDANTS**

### **3.1 - Correspondant technique du CEA**

- M. Jean-Jacques HEIRIES – Adjoint au Directeur du CEA Grenoble  
Email : [Jean-jacques.HEIRIES@cea.fr](mailto:Jean-jacques.HEIRIES@cea.fr) – Tél. : 06.71.99.70.80

### **3.2 - Correspondantes commerciales du CEA**

- Mme Céline BARRANCO - Service des Marchés et Achats  
Email : [celine.barranco@cea.fr](mailto:celine.barranco@cea.fr) – Tél. : 06.08.77.12.26
- Mme Cécile SILVA - Service des Marchés et Achats  
Email : [cecile.silva@cea.fr](mailto:cecile.silva@cea.fr) – Tél. : 06.76.72.75.97

### 3.3 - Comptabilité fournisseur

- Comptabilité fournisseur :  
Tél : 01 69 08 47 50  
Email : [S3C-Fournisseur\\_GRE@cea.fr](mailto:S3C-Fournisseur_GRE@cea.fr)  
[RELANCES@cea.fr](mailto:RELANCES@cea.fr)

### 3.4 - Correspondants du Titulaire

Le Titulaire désigne un Responsable de la mission, seul interlocuteur du CEA pour la réalisation des Prestations :

- M/Mme : [REDACTED]
- Qualité au sein de l'entreprise : [REDACTED]
- Tél. : [REDACTED]
- Email : [REDACTED]

**[A compléter par le soumissionnaire]**

Ce Responsable, interlocuteur du CEA, a pour rôle :

- De piloter l'équipe en charge de la mission et d'assurer le suivi tout au long du
- Marché ;
- De faire respecter les consignes de sécurité ;
- D'assurer les relations avec le CEA.

Dans l'hypothèse où le responsable désigné par le Titulaire serait remplacé, ce dernier s'engage à avertir le CEA au moins deux mois à l'avance. Le Titulaire s'engage à procéder au remplacement par du personnel de qualification et d'expérience au moins équivalentes dans les conditions de l'article 8.3 du présent marché. En ce sens, le Titulaire doit faire connaître le nom et les qualifications de son remplaçant, en transmettant par mail son curriculum vitae. Le remplacement est soumis à la validation du CEA.

Une période de recouvrement d'une durée minimum de quinze jours est effectuée, à la charge financière du Titulaire, afin de procéder aux transferts d'informations.

## **ARTICLE 4 - DUREE**

Le présent marché est conclu pour une durée ferme de 2 ans à compter du **XX/XX/2026** soit jusqu'au **XX/XX/2028**.

Il comprend les tranches optionnelles suivantes :

- Tranche optionnelle n°1 : prolongation des Prestations pour une durée de un (1) an, soit du **XX/XX/2028** jusqu'au **XX/XX/2029** ;
- Tranche optionnelle n°2 : prolongation des Prestations pour une durée de un (1) an, soit du **XX/XX/2029** jusqu'au **XX/XX/2030** ;

**A compléter par le CEA lors de la finalisation du marché**

Le CEA affermit la(es) tranche(s) optionnelle(s), si besoin, par lettre recommandée avec demande d'accusé réception dans un délai d'au moins un (1) mois avant le terme du marché (tranche ferme ou tranche optionnelle concernée).

Le non-affermisssement de la (ou des) tranche(s) optionnelle(s) ne donne lieu à aucune indemnité au profit du Titulaire.

## **ARTICLE 5 - ETENDUE DE LA MISSION**

Les Prestations sont précisément décrites au cahier des charges précité à l'article 2 du présent marché.

Elles comprennent des prestations de base, des prestations sur bordereau de prix et des prestations sur devis préalable comme indiqué ci-après.

### **5.1 - Prestations de base**

Les Prestations de base dues au titre du présent marché comprennent les prestations suivantes :

- **Phase n°1 – Prise en charge :**
  - Prise de connaissance de l'ensemble contractuel ;
  - Analyse des données techniques, environnementales et financières relatives au démarrage du contrat de concession ;
- **Phase n°2 – Contrôle de l'action du Concessionnaire :**
  - Analyse technique, environnementale et financière des rapports mensuels et annuels ;
  - Analyse technique, environnementale et financière de divers documents ;
  - Construction et transmission à l'Autorité Concédante au terme du contrat des documents et outils d'analyse et de suivi ;
- **Phase n°3 – Assistance à l'Autorité Concédante :**
  - Expertises techniques, environnementales et financières en cas de problématique rencontrée avec identification d'actions correctives à mettre en œuvre ;
  - Assistance aux réunions de suivi et de pilotage du contrat de concession ;

### **5.2 - Prestations sur bordereau de prix**

Les Prestations sur bordereau de prix sont les suivantes :

- Note d'analyse et synthèse supplémentaires d'un document divers ;
- Note d'analyse et synthèse supplémentaires de problématiques rencontrées avec propositions d'actions à mettre en œuvre ;
- Réunion supplémentaire en présentiel sur le site du CEA – Demi-journée ;
- Réunion supplémentaire en distanciel (visioconférence) – 1 heure ;
- Réunion supplémentaire en distanciel (visioconférence) – Demi-journée.

Des bons de commande peuvent être émis en cours d'exécution du marché sur la base du bordereau des prix unitaires figurant en annexe n° 2 du présent marché.

Ils sont envoyés au Titulaire par mail.

Le Titulaire s'engage à honorer l'ensemble des bons de commande émis par le CEA pendant la durée du marché, même si le délai d'exécution des bons de commande va au-delà de la date de fin de marché.

### **5.3 - Prestations sur devis préalable**

Les Prestations sur devis préalable sont les suivantes :

- Analyse comparative des actions et éléments techniques, environnementaux organisationnels et financiers mis en place sur des sites industriels similaires en vue de l'identification de solutions transposables dans le cadre de l'exécution du contrat de concession.

Les prestations complémentaires font l'objet d'un devis établi par le Titulaire sur la base des montants plafonds fixés à l'article MONTANT ci-dessous.

Ces devis mentionnent la référence du présent marché, les motifs de l'intervention, la nature et les quantités des fournitures ou des interventions, ainsi que le délai de livraison et/ou d'exécution.

Le CEA se réserve le droit d'accepter ou non le devis.

Ces prestations feront l'objet d'une Fiche de Prestations sur Devis Préalable (FPDP) selon le modèle joint en annexe n°3.

Le Titulaire ne peut procéder à l'exécution des prestations correspondantes qu'après avoir reçu la FPDP durement acceptée et signée par le CEA, valant ordre de service. Chaque FPDP acceptée et signée par le CEA est considérée comme une modification unilatérale du marché, sans rédaction préalable d'un avenant.

**5.4 -** Le Titulaire s'engage à réaliser l'ensemble des Prestations conformément au cahier des charges susvisé. Le Titulaire ne doit en aucun cas entreprendre des prestations en dehors de celles définies dans le cahier des charges, sans l'accord préalable écrit du CEA.

Les Prestations, dont le Titulaire assure l'exécution et assume l'entière responsabilité, relèvent d'une obligation de résultat à l'égard du CEA.

## **ARTICLE 6 - CONDITIONS D'EXECUTION**

### **6.1 - Mise à disposition de documents, de fichiers ou programmes informatiques**

Dans le cadre des Prestations confiées au Titulaire et pour leur bonne exécution, le CEA peut mettre à la disposition du Titulaire des fichiers informatiques de données, des programmes informatiques, sous quelque forme que ce soit (codes sources, codes objets, codes exécutables), des documents.

Il est de convention expresse que le CEA est et reste propriétaire des ensembles mis à la disposition du Titulaire. Les données contenues dans ces fichiers ou programmes ou documents ne peuvent être exploitées par le Titulaire que pour les besoins des Prestations qui lui sont confiées. Toute autre diffusion ou exploitation, sous quelque forme que ce soit, lui est interdite. De même, il lui est interdit d'effectuer des copies de ces fichiers ou programmes ou documents.

En conséquence, le Titulaire doit s'obliger à prendre toutes mesures tendant à assurer le secret le plus absolu sur les données communiquées. Il ne peut communiquer les éléments relatifs à celles-ci qu'aux membres de son personnel appelés à travailler pour exécuter les Prestations considérées. A l'issue des Prestations, le Titulaire doit restituer sans délais les fichiers ou programmes ou documents au CEA, ainsi que les données concernées et n'en conserver aucune trace.

La restitution des fichiers ou programmes ou documents est une condition de la Réception des Prestations par le CEA

### **6.2 - Restitution des éléments remis par le CEA**

Les éléments (documents, prototypes et/ou tout autre bien) remis au Titulaire par le CEA dans le cadre du présent marché doivent être restitués au CEA sous la forme dans laquelle ils lui ont été remis (papier ou informatique) à l'échéance du présent marché ou, en cas de dénonciation du marché par l'une ou l'autre des parties, à la date de la prise d'effet de cette dénonciation. Ils restent la propriété du CEA. Ils sont exclusivement réservés à l'usage du présent marché. Ils ne peuvent être ni reproduits, ni utilisés à

d'autres fins sans l'autorisation expresse préalable et écrite du CEA. La restitution de ces éléments est une condition de la Réception des Prestations par le CEA.

### **6.3 - Accès au Centre et aux Installations et organisation du Titulaire**

Les conditions d'accès au Centre en région et aux Installations sont définies dans les règles applicables aux Entreprises Extérieures visées à l'article 2 du présent marché, complétées par les dispositions du cahier des charges le cas échéant.

Ces dispositions ne donnent lieu à aucune indemnité au bénéfice du Titulaire qui, par ailleurs, ne peut s'en prévaloir pour justifier du non-respect de ses obligations contractuelles quelles qu'elles soient.

En début de chaque année, le CEA Grenoble fait connaître au Titulaire les dates de fermeture du Centre (environ 8 à 10 jours par an en plus des jours fériés).

Sauf autorisation expresse de la part du CEA, le Titulaire ne doit pas intervenir sur le site durant ces jours de fermeture.

## **ARTICLE 7 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE**

### **7.1 - Obligations générales du Titulaire envers son personnel**

#### **7.1.1 - Respect par le Titulaire de la réglementation fiscale et sociale**

Le Titulaire s'engage à remettre :

- lors de la conclusion du présent marché et tous les six mois à compter de sa notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les documents exigés à l'article D.8222-5 (s'il est établi en France) ou à l'article D.8222-7 (s'il est établi à l'étranger) du Code du travail et, le cas échéant, la liste nominative des salariés étrangers qui seraient susceptibles d'être employés (articles D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail) ;
- les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution de marchés publics).

Le Titulaire doit s'assurer lors de la conclusion du marché, et tout au long de son exécution, que ses fournisseurs et sous-traitants se conforment également à ces dispositions.

Le Titulaire encourt des pénalités s'il ne les respecte pas (cf. article 21.1 des Conditions générales d'achat du CEA).

#### **7.1.2 - Respect par le Titulaire du marché de la réglementation en matière de détachement transnational de salariés**

Conformément aux dispositions de l'article R.1263-12 du code du travail, si le Titulaire est établi à l'étranger et qu'il détache un ou plusieurs salariés en France, il doit fournir, avant le début du détachement, les documents suivants au CEA :

- une copie de la déclaration de détachement effectuée sur le téléservice « SIPSI » du Ministère chargé du travail ;
- une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du code du travail.

## **ARTICLE 8 - DISPOSITIONS RELATIVES A L'EXECUTION DU MARCHE**

### **8.1 - Dispositions générales**

Le Titulaire est réputé avoir une parfaite connaissance des spécifications techniques locales pour exécuter les Prestations et il reconnaît avoir reçu du CEA toutes les indications qui lui sont nécessaires pour les réaliser.

Les Prestations doivent être exécutées conformément aux règles de l'art.

Le Titulaire répond de l'exactitude des Prestations, rapports et documents établis ou vérifiés par ses soins, et supporte la charge, sans supplément de prix, des corrections à y apporter. Les observations et approbations du CEA ne diminuent en rien la responsabilité du Titulaire.

En outre, le Titulaire supporte les conséquences pécuniaires des dommages qui seraient dus à une mauvaise exécution de ses obligations.

### **8.2 - Obligation de conseil et d'information**

Le Titulaire est expressément tenu au fur et à mesure de l'exécution des Prestations, au devoir de conseil et d'information le plus étendu lequel consiste notamment à informer complètement le CEA sur les conséquences des différentes décisions qu'il peut être amené à lui faire prendre, à attirer son attention lorsqu'il décèle des risques de quelque nature que ce soit dans la conduite du projet, à lui suggérer les démarches ou solutions utiles au parfait et complet accomplissement de sa mission et plus généralement à protéger au mieux les intérêts du CEA.

### **8.3 - Garantie de maintien de compétence**

Le Titulaire désigne, dans le cadre de son offre, et pour la réalisation des prestations un ou des profils identifié(s) disposant des compétences techniques et fonctionnelles nécessaires à l'exécution de l'ensemble des prestations objet du présent marché.

Lorsqu'il est prévu dans l'offre que tout ou partie des prestations doit être exécutée par un profil ou des profils identifiés et qu'un de ces profils n'est plus en mesure d'accomplir cette tâche, le titulaire s'engage à avertir le CEA de ce changement sans délai et au moins deux mois pour le Responsable et un mois pour tout autre profil, avant la date d'exécution de ce changement.

Le ou les changement(s) sont notifiés par courriel aux correspondants techniques et commerciaux du CEA.

Le Titulaire s'engage à procéder à ce remplacement par du personnel de qualification et d'expérience équivalents. Le Titulaire soumet pour accord au CEA, dans un délai de 15 jours maximum à compter de la date du courriel de notification du changement, le curriculum vitae et/ou un dossier qui démontre la compétence et la qualification de ce remplaçant.

Le remplaçant proposé par le Titulaire doit être accepté par le CEA dans un délai de 10 jours à compter de la réception du curriculum vitae et/ou du dossier de compétence de l'intervenant remplaçant. Le CEA se réserve le droit de récuser un intervenant s'il est démontré que cette personne ne présente pas le niveau de qualification, de compétence, d'expérience et de savoir-faire nécessaire à la bonne exécution des prestations et qu'il ne dispose pas d'un niveau équivalent à l'intervenant précédent. Cette décision de refus doit impérativement être motivée.

Les informations, avis, propositions et décisions du CEA sont notifiés par courriel. A défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de refus successifs de l'acceptation d'un remplaçant par le CEA, le marché peut être résilié pour faute.

Pour tout remplacement du responsable technique du site identifié à l'article 3.4, une période de recouvrement, d'une durée minimale de quinze jours doit impérativement être réalisée, à la charge financière du Titulaire, afin de procéder aux transferts d'informations.

#### **8.4 - Sous-traitance**

Le Titulaire ne peut pas sous-traiter l'intégralité du marché.

Si le Titulaire sous-traite une partie des Prestations prévues dans le cadre du présent marché, il doit remettre au CEA une demande d'acceptation de sous-traitant. Le Titulaire ne peut présenter à l'acceptation du CEA que des entreprises répondant aux conditions fixées à l'article 7 des Conditions Générales d'Achat du CEA.

Le Titulaire doit remplir l'imprimé de demande d'acceptation de sous-traitant selon le modèle joint au présent marché et le transmettre au correspondant commercial du CEA, Service des Marchés et Achats.

Le Titulaire est tenu de faire respecter ses obligations contractuelles nées du présent marché par son (ou ses) sous-traitant(s).

#### **8.5 - Confidentialité**

Les obligations en matière de confidentialité sont régies par l'article 11 des Conditions Générales d'Achat du CEA.

#### **8.6 - Indépendance**

Le Titulaire s'engage à une stricte indépendance juridique et capitalistique vis-à-vis du titulaire du contrat de concession, objet de la présente mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage.

#### **8.7 - Réunions**

Le suivi et le contrôle des Prestations s'exercent notamment par des réunions entre le CEA et le Titulaire conformément aux prescriptions du cahier des charges.

Les réunions obligatoires sont indiquées à l'article 6.2 du cahier des charges. Le Titulaire s'engage sur le nombre de réunion proposé dans son offre.

Chaque réunion fait l'objet d'un compte rendu en double exemplaire établi par le Titulaire. Ce compte rendu est soumis, dans un délai de 5 jours suivant la date de réunion, à l'accord préalable du CEA avant diffusion.

### **ARTICLE 9 - LIVRABLES**

Le Titulaire doit remettre au CEA l'ensemble des livrables tels qu'exigés à l'article 6.2 du cahier des charges. La remise des livrables est une condition de la Réception des Prestations par le CEA.

#### **9.1 - Format des documents remis**

Tous les documents remis par le Titulaire au CEA sont réalisés aux formats suivants (ou strictement compatibles) :

- Microsoft WORD (.docx) pour les documents de type texte,
- Microsoft EXCEL (.xlsx) pour les documents de type tableau de chiffres,
- Microsoft POWERPOINT (.pptx),
- Microsoft PROJECT sous WINDOWS (.mpp) pour les documents de type planning,
- AUTOCAD (.dwg) et PDF (.pdf) pour les documents dessinés.

Chacun d'eux sera remis au CEA sous la forme d'un exemplaire numérique.

## **9.2 - Approbation des livrables**

Tous les documents doivent être préalablement validés par le CEA, c'est-à-dire que le Titulaire intègre, à sa charge, les remarques de fond ou de forme formulées par le CEA et ce jusqu'à l'approbation sans réserve des documents.

La prise en compte des réserves du CEA ne peut différer la date de remise des dossiers complets, ni justifier une remise en cause du ou des délais sur lesquels le Titulaire s'est engagé dans le cadre du présent marché.

Il est précisé que tous les documents doivent être remis au CEA par le Titulaire au fur et à mesure de l'exécution des Prestations et en tenant compte des délais de validation CEA.

Les différents documents à remettre au cours de l'exécution des Prestations font l'objet d'une approbation par le CEA.

## **ARTICLE 10 - DROITS DE PROPRIETE**

Les droits de propriété intellectuelle et/ou le savoir-faire afférents aux Résultats résultant de l'exécution du présent marché sont régis par les dispositions du chapitre 5 des Conditions Générales d'Achat du CEA.

Tous les Livrables (sur supports papier et informatiques) élaborés pour le compte du CEA par le Titulaire en exécution du présent marché (tableaux, synthèses, études, rapports, notes, plans, comptes rendus...) et d'une manière générale, les Résultats, sont la propriété exclusive du CEA à compter de leur élaboration.

A cet effet, le Titulaire cède à titre exclusif au CEA, l'intégralité de ses droits patrimoniaux de propriété intellectuelle et, le cas échéant de producteur de base de données, afférents à l'ensemble des Résultats et ce, au fur et à mesure de leur conception, pour tous pays et pour la durée légale des droits de propriété intellectuelle y afférents, dans les conditions précisées au chapitre 5 des Conditions Générales d'Achat du CEA.

Le Titulaire garantit au CEA qu'il détient tous les droits de propriété intellectuelle nécessaires à l'exécution du marché et à l'utilisation des Résultats.

Le Titulaire garantit en particulier le CEA contre toutes conséquences dommageables résultant de toute revendication ou réclamation de tiers en lien avec les Résultats dans les conditions précisées à l'article 12.5 du chapitre 5 des Conditions Générales d'Achat du CEA.

## **ARTICLE 11 - RECEPTION DES PRESTATIONS**

S'agissant de la phase n°1 des prestations de base, les Prestations font l'objet d'une procédure de vérification et de Réception par le CEA au terme de ladite phase, qui donne lieu à l'établissement d'un procès-verbal rédigé par le CEA et signé contradictoirement par les représentants du CEA et du Titulaire.

S'agissant des prestations de base (hors phase n°1), des prestations sur bordereau de prix et des prestations sur devis préalable, les Prestations font l'objet d'une procédure de vérification et de Réception par le CEA au terme du marché, qui donne lieu à l'établissement d'un procès-verbal rédigé par le CEA et signé contradictoirement par les représentants du CEA et du Titulaire.

Le Titulaire doit avoir remis au CEA l'ensemble des documents et ces derniers doivent avoir été approuvés sans réserve par le CEA.

La date de signature du procès-verbal de Réception des Prestations est le point de départ de la garantie.

## **ARTICLE 12 - ASSURANCES**

Il est fait application du chapitre 12 des Conditions Générales d'Achat du CEA.

## **ARTICLE 13 - MONTANT**

Les montants fixés ci-après comprennent toutes les sujétions relatives à l'exécution des Prestations.

### **13.1 - Prestations de base**

#### **13.1.1 - Tranche ferme**

Le montant de la tranche ferme est fixé à la somme ferme et forfaitaire de [REDACTED] € HT ([REDACTED] euros hors taxes) et se décompose comme suit :

- Phase n°1 : [REDACTED] € HT ([REDACTED] euros hors taxes) ;
- Phase n°2 en cas de non affermissement de tout ou partie des tranches optionnelles : [REDACTED] € HT ([REDACTED] euros hors taxes) ;
- Phase n°2 en cas d'affermissement de tout ou partie des tranches optionnelles : [REDACTED] € HT ([REDACTED] euros hors taxes) ;
- Phase n°3 : [REDACTED] € HT ([REDACTED] euros hors taxes).

#### **13.1.2 - Tranches optionnelles**

Le montant de la tranche optionnelle n°1 est fixé à la somme révisable forfaitaire de :

- En cas de non affermissement de la tranche optionnelle n°2 : [REDACTED] € HT ([REDACTED] euros hors taxes) ;
- En cas d'affermissement de la tranche optionnelle n°2 : [REDACTED] € HT ([REDACTED] euros hors taxes).

Le montant de la tranche optionnelle n°2 est fixé à la somme révisable et forfaitaire de [REDACTED] € HT ([REDACTED] euros hors taxes).

#### **13.1.3 - Montant total**

Le montant total des prestations de base est fixé à la somme révisable et forfaitaire de [REDACTED] € HT ([REDACTED] euros hors taxes).

### **13.2 - Prestations sur bordereau de prix**

Ces prestations sont valorisées sur la base des prix unitaires figurants au bordereau en annexe n°2 au présent marché.

Le montant de ces Prestations est plafonné sur la durée totale du marché à 30 % du montant total des prestations de base.

Les quantités indiquées au sein du dossier de consultation des entreprises sont estimatives. Le CEA ne s'engage sur aucun montant minimum à commander au titre des prestations sur bordereau. Le Titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité à ce titre.

### 13.3 - Prestations complémentaires en dépenses contrôlées

Ces prestations sont valorisées sur la base des montants plafonds suivants :

- Rédaction d'un rapport d'analyse comparative avec identification de solutions transposables : [REDACTED] € HT ([REDACTED] euros hors taxes) ;
- Taux horaire – Consultant junior : [REDACTED] € HT ([REDACTED] euros hors taxes) ;
- Taux journalier – Consultant junior : [REDACTED] € HT ([REDACTED] euros hors taxes) ;
- Taux horaire – Consultant senior : [REDACTED] € HT ([REDACTED] euros hors taxes) ;
- Taux journalier – Consultant senior : [REDACTED] € HT ([REDACTED] euros hors taxes).

Le montant de ces Prestations est plafonné sur la durée totale du marché à 10 % du montant total des prestations de base. Ce montant plafond ne constitue aucun engagement de dépense par le CEA. Le Titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité à ce titre.

## ARTICLE 14 - REVISION DES PRIX

Les prix fixés aux articles 13.1.2, 13.2 et 13.3 sont établis aux conditions économiques du mois de [REDACTED] (mois de remise de l'offre).

**A compléter par le CEA lors de la finalisation du marché**

Ces prix ne sont pas révisables pour la durée de la tranche ferme du marché.

En cas d'affermissement de tout ou partie des tranches optionnelles, ils peuvent être révisés à la date d'anniversaire de la prise d'effet du présent marché, à la demande du Titulaire ou du CEA, et ne doivent en aucun cas dépasser les montants obtenus par application de la formule suivante :

$$P = P_0 * [0,20 + (0,80 * ING/ING_0)]$$

Dans laquelle :

P	Prix révisé
P <sub>0</sub>	Prix aux conditions économiques du mois de remise de l'offre finale
ING <sub>0</sub>	Valeur de l'index ING (Index divers de la construction – ING – Ingénierie) de l'INSEE (identifiant 001711010) parue définitivement au Journal Officiel à la date de remise de l'offre (soit XXX)

ING	Dernière valeur de ce même index parue définitivement au Journal Officiel à la date de la demande de révision
-----	---

***A compléter par le CEA lors de la finalisation du marché***

Les coefficients de révision sont arrondis au **millième inférieur**.

Les prix révisés ne peuvent être applicables qu'après accord écrit du Service des Marchés et Achats du CEA Grenoble sur la proposition du Titulaire, donné dans le mois qui suit la date de réception de la proposition du Titulaire, et sous réserve que la demande de révision de prix ait été adressée au CEA au cours des **trois premiers mois** à compter de la date anniversaire de révision concernée.

La révision de prix s'applique pour les prestations réalisées à partir du mois de la réception par le CEA de la demande de révision du Titulaire et n'a donc pas d'effet rétroactif.

Au cas où ces dispositions ne sont pas respectées par le Titulaire, celui-ci s'engage expressément et par avance, si le CEA lui en fait la demande, à l'application rétroactive des anciens prix et, le cas échéant, à établir les avoirs correspondants si des factures ont été effectivement payées.

## **ARTICLE 15 - PENALITES**

Outre les dispositions des Conditions Générales d'Achat du CEA relatives aux pénalités, qui s'appliquent dès lors qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions qui suivent, le CEA peut appliquer les pénalités dans les cas et conditions suivantes.

### **15.1 - Retards**

En cas de non-respect des délais fixés pour la remise des documents prévus au cahier des charges, le Titulaire encourt des pénalités de retard à hauteur de un pour mille du montant HT du marché par jour calendaire de retard.

Les pénalités de retard applicables sont plafonnées à 10 % du montant total HT du marché fixé à l'article « Montant » ci-dessus.

### **15.2 - Livrables non conformes**

En cas de livrables ne correspondant pas aux exigences de contenu et de qualité fixées, et suite à des demandes de correction/ajustements n'ayant pas permis d'atteindre satisfaction, le Titulaire encours une pénalité forfaitaire de 150 (cent cinquante) euro par livrable.

Les pénalités applicables du présent article sont plafonnées à 10 % du montant total HT du marché fixé à l'article « Montant » ci-dessus.

### **15.3 - Autres cas**

Le Titulaire encourt, en outre, des pénalités dans les cas suivants :

- Non-restitution du badge CEA en fin de Prestations : 100 (cent) euros par badge ;
- Sortie du centre de Grenoble d'un matériel appartenant au CEA, sans accord préalable écrit de la Direction : 500 (cinq cent) euros par écart constaté.

#### **15.4 - Non-respect d'une mise en demeure**

Par ailleurs, en dehors des cas prévus aux articles 15.1 à 15.3, toutes les fois où le CEA met le Titulaire en demeure de se mettre en conformité avec ses obligations dans un délai fixé dans la mise en demeure, et dans l'hypothèse où le Titulaire ne respecte pas ce délai, le CEA peut lui appliquer une pénalité de 200 (deux cent) euros par jour calendaire de retard.

#### **15.5 - Application des pénalités**

Il est précisé que si le CEA est amené à appliquer cinq fois sur une période de douze mois consécutifs des pénalités pour mauvaise exécution, il peut résilier le présent marché de plein droit, aux torts du Titulaire, sans lettre de mise en demeure préalable ou autres formalités juridiques ou judiciaires. Le Titulaire ne peut pas prétendre au versement d'une quelconque indemnité.

Les pénalités sont applicables de plein droit et sans mise en demeure préalable, ni autres formalités juridiques ou judiciaires sur la facturation.

Les pénalités sont cumulatives et leur application est indépendante des autres sanctions auxquelles le retard peut donner lieu, notamment la résiliation éventuelle du marché. Dans le cas de résiliation, les pénalités sont appliquées jusqu'au jour de la notification de la décision de résiliation.

Les pénalités n'ont pas un caractère libératoire de la responsabilité du Titulaire.

### **ARTICLE 16 - FACTURATION- REGLEMENT**

#### **16.1 - Conditions de facturation**

##### ***16.1.1 - Prestations de base – Tranche ferme***

S'agissant de la phase n°1, la facturation est établie comme suit :

- 100% du montant TTC de la phase n°1 à la validation du livrable concerné.

S'agissant des phases n°2 et 3, la facturation est établie trimestriellement à terme échu après validation par le CEA des Prestations réalisées, sur la base des montants fixés à l'article 13.1.1 du présent marché.

Il est précisé que chaque facture doit reprendre le terme de paiement antérieur déjà facturé par le Titulaire.

##### ***16.1.2 - Prestations de base – Tranches optionnelles***

La facturation est établie trimestriellement à terme échu après validation par le CEA des Prestations réalisées, sur la base des montants fixés à l'article 13.1.2 du présent marché.

##### ***16.1.3 - Prestations sur bordereau de prix***

La facturation est établie trimestriellement à terme échu après validation par le CEA des Prestations réalisées, sur la base des montants indiqués au sein de l'annexe n°2 du présent marché.

#### 16.1.4 - Prestations complémentaires en dépenses contrôlées

La facturation est établie trimestriellement à terme échu après acceptation du devis par le CEA et validation des Prestations réalisées par le CEA, sur la base notamment des montants indiqués au sein de l'article 13.3.

Chaque facture doit être accompagnée des justificatifs appropriés.

#### 16.2 - Modalités de facturation et règlement

##### Avec une société de droit étranger

Les factures sont adressées en un exemplaire au :

CEA de Saclay  
S3C - comptabilité fournisseur PC 75  
91191 GIF-SUR-YVETTE Cedex  
FRANCE

Tél. : 01 69 08 47 50

Toutes les factures émises portent la référence du présent marché.

Les règlements interviennent à 30 jours à compter de la date de réception de la facture, après livraison ou exécution.

Avec une société de droit français (Portail Chorus obligatoire), ou avec une société de droit étranger si le Titulaire le souhaite (Portail Chorus facultatif)

Il est précisé que l'utilisation du portail Chorus est facultative pour les sociétés de droit étranger. Si le Titulaire opte pour ce mode de facturation, ce choix est irréversible, pour toutes les factures à venir et pour tous les marchés passés avec le CEA.

Conformément aux articles L2192-1 et suivants et D2192-2 du code de la commande publique complétés par l'instruction du 22 février 2017 relative au développement de la facturation électronique, les factures doivent être adressées au CEA via le Portail Chorus Pro de l'Etat (<https://chorus-pro.gouv.fr>)

Pour être prise en considération, chaque facture émise par le Titulaire au titre du présent Marché doit être conforme à la réglementation relative à la facturation électronique précisée notamment par l'instruction du 22 février 2017 relative au développement de la facturation électronique et comporter en particulier les informations suivantes :

- le numéro SIRET du CEA : **775 685 019 00587**
- le code service **GRE-C** qui permettra d'aiguiller le traitement de la facture ;
- le numéro d'engagement (**n°de marché/commande SAP**) composé de 10 chiffres
- l'adresse de facturation du CEA :

CEA de Saclay  
S3C - Comptabilité fournisseur PC 75  
91191 GIF-SUR-YVETTE Cedex  
FRANCE

Le délai de règlement est de 30 (trente) jours à compter de la date de réception de la facture par le CEA sous réserve de l'acceptation par le CEA des prestations conformément aux conditions du marché.

Les pièces justificatives attestant de l'acceptation du CEA (PV) ou d'un événement ayant déclenché un terme de facturation doivent être transmises en même temps que les factures.

Dans l'hypothèse où une facture émise porte en tout ou partie sur des prestations fermes et optionnelles, le Titulaire doit décomposer le montant facturé en détaillant ce qui relève de la part ferme et de chaque option.

Toute facture non conforme aux termes du marché sera renvoyée à l'émetteur.

#### **ARTICLE 17 - REGIME FISCAL**

Le montant du marché est assujéti à la Taxe sur la Valeur Ajoutée au taux en vigueur le jour de son fait générateur. Chaque terme de paiement sera assorti de la TVA. Le Titulaire du marché s'engage à indiquer sur ses factures s'il est autorisé par l'administration fiscale à acquitter la TVA sur les débits.

#### **ARTICLE 18 - JURIDICTION COMPETENTE [Si fournisseur FR]**

Tout différend pouvant survenir entre le Titulaire et le CEA, relatif au présent marché, est de la compétence exclusive du Tribunal administratif de Grenoble.

#### **ARTICLE 19 - LOI APPLICABLE ET JURIDICTION COMPETENTE [si fournisseur étranger]**

Il est expressément convenu que l'exécution du présent marché est soumise à la législation française.

Tout différend pouvant survenir entre le Titulaire et le CEA, relatif au présent marché, est de la compétence exclusive du Tribunal administratif de Grenoble.

#### **ARTICLE 20 - CONCLUSION DU MARCHE**

Il est demandé au Titulaire de renvoyer le présent marché dûment signé.

**Fait à Grenoble en un exemplaire,**

**Le**

**Pour le Titulaire,**

**Pour le CEA,**